

Le groupe de travail sur la couverture mobile du territoire remettra son rapport au gouvernement le 16 avril

Éric Besson, ministre en charge de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique a inauguré mercredi un groupe de travail sur la couverture mobile du territoire. Cette initiative fait suite à la publication en mars 2011 du [rapport](#) du sénateur **Bruno Sido** (UMP) sur la couverture optimale du pays, et au dépôt en novembre de la [proposition de loi](#) des sénateurs **Hervé Maurey** (UC) et **Philippe Leroy** (UMP) relative à l'aménagement numérique du territoire.

Le groupe de travail mis en place réunit des parlementaires, des représentants de collectivités locales, de ministères, des opérateurs et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

« La couverture de nos territoires en réseaux est d'une importance sociale et économique majeure. Ce groupe de travail (...) est chargé de proposer des solutions pour améliorer la couverture mobile du territoire. Notre objectif est la couverture de tous les Français en réseaux numériques fixes et mobiles », a déclaré M. Besson.

Pour en finir avec les « zones blanches »

À la demande du ministère, le groupe doit réaliser un bilan du programme « zones blanches » lancé en 2003. Grâce aux 600 millions d'euros d'ores et déjà investis dans le cadre de cette opération par les opérateurs, l'État et les collectivités territoriales, la téléphonie mobile a été déployée sur 3070 bourgs situés en zones blanches, d'après les chiffres communiqués par le ministère. Le groupe de travail proposera les modalités d'extension et de finalisation du programme qui permettront de desservir les dernières communes qui ne sont toujours pas couvertes.

Parallèlement, le groupe va « vérifier la cohérence entre les chiffres de couverture du territoire en téléphonie mobile, fournis par les opérateurs et vérifiés par l'ARCEP, et la couverture réelle. » Ce volet du mandat pourrait être une nouvelle source de tensions entre opérateurs, [Free](#) (Iliad), d'un côté, [Orange](#), [SFR](#) et [Bouygues Telecom](#) de l'autre.

L'avancement des travaux du groupe fera l'objet d'un rapport attendu pour le 16 avril prochain par le gouvernement, soit six jours avant le premier tour de l'élection présidentielle 2012.